

Madame Annie LOBE
SANTÉ PUBLIQUE EDITIONS
20, Avenue de Stalingrad
94260 FRESNES

Paris, le

02 MAI 2012

Madame,

Vous avez bien voulu m'interroger sur la politique énergétique et me faire part de votre position sur l'énergie nucléaire. Je vous en remercie.

Préparer l'avenir, c'est l'enjeu de l'élection présidentielle, et c'est ce qui me guide dans mes choix notamment en matière énergétique.

Toute politique énergétique est une politique de long terme qui doit protéger les générations futures d'une absence d'alternative. Loin d'être le fruit d'une quelconque combinaison politique, mon ambition est de réussir la transition énergétique vers une société compétitive et à bas carbone, en s'attachant à conjuguer les dimensions économiques sociales et environnementales.

Après le drame de Fukushima, tandis que les réserves de pétrole s'amenuisent et que nous avons l'obligation écologique de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, la France doit réussir la transition énergétique. Avec lucidité et volonté. Il s'agit de sortir progressivement du « tout pétrole » pour les transports et du « tout nucléaire » pour l'électricité. Certes, on peut toujours trouver que cette transition ne va pas assez vite mais il s'agit pour moi de la construire autour de principes importants : l'indépendance, la sécurité, l'emploi et le pouvoir d'achat.

Mon premier objectif est donc la diversification de nos sources d'énergie.

Depuis le choc pétrolier en 1973, la France a installé un important parc électronucléaire. Les centrales lancées à la fin des années 1970 atteindront le seuil des 40 ans dans les quinze prochaines années. Des investissements importants devront y être consacrés pour éventuellement les prolonger, sachant que les exigences en matière de sécurité en élèveront le coût, sans oublier la question lancinante du stockage des déchets ultimes.

Parallèlement, si nous ne faisons rien, notre retard en matière d'énergies renouvelables s'accroîtra, d'autant que la politique chaotique du gouvernement depuis cinq ans a encore aggravé notre écart de performance avec nos pays voisins, notamment l'Allemagne (230 000 emplois contre 40 000 en France dont le quart au moins a déjà été détruit).

C'est pourquoi je porte, à l'occasion de l'élection présidentielle, un scénario volontariste et pragmatique. Il consiste à réduire à l'horizon 2025 la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75% à 50% et d'augmenter celle des énergies renouvelables, tout en maîtrisant drastiquement notre consommation sans perte de confort ou de compétitivité.

Cette mutation prendra du temps – trois quinquennats – et supposera des étapes d'évaluation en fonction des progrès de la science et des prix relatifs de chaque source d'énergie. Le financement de cette transition sera assuré par le secteur des activités liées à l'énergie.

L'industrie nucléaire sera à plusieurs titres sollicitée. Elle aura tout d'abord à exploiter le parc actuel tout en garantissant la sécurité absolue de chaque site de production, à être exemplaire en matière de démantèlement et à poursuivre les recherches sur les solutions de demain, tout en garantissant la sécurité absolue de chaque site de production. Pour le prochain quinquennat, je prends l'engagement en cohérence avec cette perspective que la plus ancienne de nos centrales – Fessenheim – sera arrêtée. Le système de retraitement des déchets et la filière qui l'accompagne seront préservés; aucune autre centrale ne sera lancée durant ce mandat.

Nous devons faire du démantèlement de la centrale de Fessenheim un chantier exemplaire. Car c'est mon ambition: faire de l'industrie nucléaire française une filière d'excellence du démantèlement, en France et dans le monde.

La robustesse des centrales existantes doit être rigoureusement et rapidement renforcée, comme l'a récemment préconisé l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN). A cet égard, j'attache la plus haute importance au facteur humain, dont l'ASN reconnaît elle-même qu'il est le pilier de la sûreté nucléaire. La formation des personnels ainsi que la qualité de leurs conditions de travail doivent être au cœur des réformes à porter dans les prochaines années.

La question de la sous-traitance est également essentielle. Il faudra interdire la sous-traitance pour les travaux de sûreté les plus importants, et augmenter sensiblement les exigences imposées aux exploitants en cas de recours à des prestataires pour des opérations courantes.

Enfin, la transparence absolue, en toute circonstance, des conditions de sûreté des installations est la condition essentielle du maintien d'une filière nucléaire d'excellence en France.

Les entreprises publiques de l'énergie ont vocation à être un appui majeur dans la mise en œuvre de la transition énergétique, qui relève de l'intérêt général. L'Etat stratège au capital de ces entreprises s'attachera à dégager les opérateurs publics des exigences des marchés financiers. La propriété publique des centrales nucléaires et des gestionnaires de réseaux sera conservée.

Par ailleurs, j'engagerai une politique cohérente de montée en puissance des énergies renouvelables : solaire, éolien terrestre et maritime, biomasse, énergies marines, optimisation du potentiel hydraulique... Nous encouragerons également la cogénération qui permet de produire simultanément chaleur et électricité avec de très hauts rendements. Nous favoriserons l'émergence de filières industrielles d'excellence, innovantes, exportatrices et créatrices d'emplois, avec l'objectif de rapprocher les lieux de production des lieux de consommation.

Cette transition énergétique se fera grâce à plusieurs outils, notamment : un cadre réglementaire stable donnant une visibilité aux investisseurs privés, la mobilisation de l'épargne en doublant le plafond du Livret de Développement Durable, la création d'un Fonds vert de capital investissement au sein de la future Banque Publique d'Investissement, le recours à des « Project bonds » à l'échelle européenne.

Elle devra impliquer davantage les collectivités territoriales qui sont à l'origine des trois quarts de l'investissement public, connaissent les réalités locales, sont en lien direct avec les acteurs, et disposent déjà de compétences structurantes (transports, urbanisme, déchets, réseaux de distribution...). Sans remettre en cause la solidarité nationale, leurs prérogatives seront renforcées.

Pour mener la transition énergétique, nous avons aussi besoin d'une Europe de l'énergie. L'Europe s'est d'abord construite autour du charbon et de l'acier. Au-delà de la transition économique et financière, son destin est aussi de maîtriser son énergie, pour que les ressources soient maîtrisées, que les dangers du réchauffement climatique soient le plus possible combattus.

L'Europe de l'énergie, ce n'est pas de libéraliser les marchés pour baisser les prix : c'est assurer une sécurité d'approvisionnement et un meilleur usage. L'expérience de la libéralisation, c'est que les prix de l'électricité et du gaz ont fortement augmenté. C'est que des entreprises ont finalement créé des monopoles privés ou des ententes. Et c'est pourquoi j'instaurerai une directive cadre sur les services publics, si les Européens veulent bien nous suivre dans cette direction, de façon à ce qu'il y ait une sorte de bouclier énergétique qui protège les ménages européens par rapport à un risque de précarité énergétique face à la hausse constante du prix de l'énergie.

Mettons enfin en œuvre l'idée d'une communauté européenne de l'énergie, à travers des recherches communes sur les énergies propres, la montée des énergies renouvelables, les économies d'énergie, les techniques de stockage, les véhicules propres, les réseaux de transport – bref, tout ce qui nous permettra d'être à la fois plus économes dans les ressources que nous devons maîtriser (les matières premières), et en même temps d'avoir les capacités d'investissement qui nous permettront de lever de nouveaux emplois.

Mon second objectif est de promouvoir une société de sobriété énergétique.

Les deux tiers de nos émissions de gaz à effet de serre proviennent de l'habitat, et des transports automobiles. Consommer moins et mieux est la condition sine qua non de la transition énergétique. Il s'agira d'en finir avec les gaspillages énergétiques qui pèsent sur notre économie, notre balance commerciale, le pouvoir d'achat, et notre bilan carbone. Et d'optimiser les consommations afin de réduire nos besoins en volume, sans perte de confort ou de compétitivité.

La priorité sera d'agir sur le bâti, qui absorbe près de 40% de la consommation d'énergie. Je propose la rénovation thermique de 600 000 logements par an en commençant par les plus énergivores, et la construction de 400 000 logements à basse consommation. La rénovation thermique permettra de réduire directement nos émissions de gaz à effet de serre. Elle aura, en outre, l'avantage de préserver le pouvoir d'achat des Français et d'offrir un gisement d'emplois non délocalisables considérable: plus de 150 000 d'ici à 2020.

Cette priorité sera complétée par des actions importantes pour améliorer notre efficacité énergétique: généralisation des appareils de faible consommation, diminution des pertes en ligne, stockage de l'électricité notamment par l'utilisation des batteries des véhicules électriques et le développement des réseaux intelligents.

Je souhaite mener dans le secteur des transports une politique qui concilie le droit à la mobilité, la maîtrise des pollutions et l'alternative au « tout pétrole ». Le recours massif aux transports collectifs et propres doit être encouragé, ainsi que les modes de déplacements doux, tels que la marche et le vélo en ville.

Quant au prix de l'énergie, la vérité oblige à dire que quel que soit le scénario autour de la part du nucléaire, il aura tendance à s'élever en raison du renchérissement des énergies fossiles et de l'ampleur des investissements à engager sur les centrales, les énergies renouvelables et les réseaux.

C'est pourquoi, l'énergie étant un bien essentiel, je propose des mesures de protection des consommateurs avec la création d'un tarif progressif de l'électricité et du gaz.

Ce tarif sera composé d'un « forfait de base » pour la consommation indispensable (s'éclairer, se doucher, se chauffer...), facturé à un coût sensiblement inférieur à celui d'aujourd'hui. Le volume de consommation de base sera défini en fonction d'éléments individualisés fournis sur la base du volontariat : localisation géographique, mode de chauffage, composition de la famille et diagnostic de performance énergétique du logement.

Pour les consommations supérieures, la tarification augmentera, ce qui incitera les consommateurs à maîtriser leurs consommations. Ce dispositif sera complété d'un forfait renforcé pour les 4 millions de foyers qui consacrent plus de 10% de leurs revenus à leurs factures d'énergies. Cette nouvelle tarification se substituera aux tarifs sociaux actuels.

Enfin, je me suis engagé sur un pacte productif ambitieux, afin de relancer notre industrie. La question des tarifs de l'énergie sera au coeur de ces enjeux, car la compétitivité de notre tissu économique en dépendra aussi.

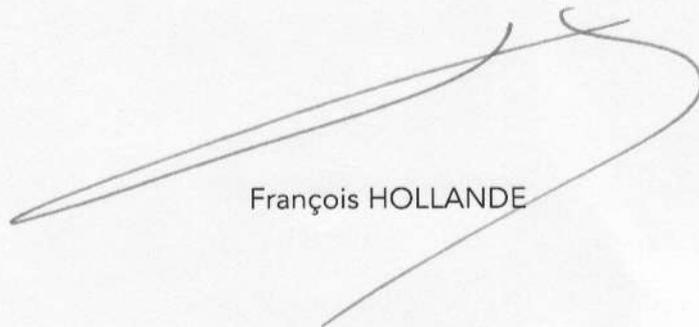
L'avenir énergétique de la France doit être envisagé comme un tout, où les contraintes environnementales, sociales, économiques et géopolitiques sont intimement mêlées.

Ceci intéresse directement les Français et l'ensemble des acteurs de la société civile. Les nouveaux usages que nous devons adopter pour passer d'une société du « tout nucléaire » et du « tout pétrole » à une société de la sobriété énergétique nécessitent une puissante dynamique de mobilisation, de compréhension et de choix collectivement assumés. Il ne s'agit pas de mettre nos concitoyens devant le fait accompli, mais bien de faire évoluer ensemble les mentalités et les comportements.

C'est pourquoi j'ouvrirai, au lendemain de l'élection présidentielle, si les Français m'accordent leur confiance, un grand débat sur l'énergie associant largement les acteurs et les citoyens pour la première fois sur ce sujet. Le Parlement en fixera les conclusions par le vote d'une loi de programmation de la transition énergétique.

Tels sont mes engagements pour une transition énergétique progressive et maîtrisée. Je suis convaincu que les Français se rassembleront davantage sur cette stratégie équilibrée, ambitieuse et protectrice que sur la défense d'un statu quo forcément dépassé.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de toute ma considération.

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name 'François Hollande'.

François HOLLANDE